

Détecter le risque de fraude dans le secteur social (2/3)

Noël **Pons**, CIA

consultant, ancien conseiller au Service Central de Prévention de la Corruption

Yoanna **Pons**

étudiante

L'article précédent avait dessiné le cadre du type de recherche afférent aux fraudes simples et avait fixé les préalables. Il s'agit, avant toute chose, de bien connaître le cheminement des flux comptables et financiers. L'auditeur dispose alors du cheminement théorique des flux et des écritures. L'identification des atypismes attachés aux montages présentant des caractéristiques frauduleuses est aisée.

Cet article propose une méthode susceptible d'isoler les indicateurs de présence de quelques risques de fraude dans le secteur social. Elle peut être déclinée en plusieurs étapes ; quelques précisions préalables sont néanmoins nécessaires.

Le secteur social est un secteur vaste recouvrant des activités différentes au titre desquelles figurent les assurances, le domaine mutualiste, la maladie, la retraite, le chômage entre autres. La structure de ce secteur fait que les fraudes se cumulent souvent, ce qui rend la détection complexe. Une fausse inscription (elle n'est pas toujours fausse, elle le sera s'il s'agit d'une fraude interne, mais il peut s'agir d'une véritable inscription avec probablement des éléments falsifiés dans le cas d'une fraude externe) à un droit (le chômage par exemple) peut ouvrir un droit additionnel à la protection maladie ou la retraite ou encore à l'inscription à une mutuelle dans des entités différentes. Le faux crée mécaniquement un

effet multiplicateur. Dans ce cas, la capacité de détection de fraudes d'un droit induit peut être très limitée voire nulle si elle n'est pas complétée par des données en provenance d'autres entités. Enfin, la fraude peut n'être pas le seul risque, le blanchiment reste en embuscade. Donc, le domaine du contrôle est vaste et diversifié dans lequel les systèmes de contrôle restent traditionnellement verticaux bien que cela évolue rapidement.

La difficulté réside dans le recoupement des éléments constitutifs de la fraude qui sont pourtant présents dans les divers fichiers.

Etablir une cartographie des risques et décrire les indicateurs

Une telle cartographie doit intégrer plusieurs apports :

- Un **apport réglementaire**. Les instructions fournies par la régulation¹ constituent le premier corpus incontournable dans l'installation d'un système anti fraudes. Cette strate est incontournable ; elle a le mérite de créer l'encadrement minimum des diligences devant être effectuées. Elle place, par ailleurs, l'auditeur juriste dans une position de force. A notre sens, ce type d'auditeur, maîtrisant à la fois les techniques de l'audit et la connaissance juridique, deviendra rapidement incontournable.

- Ensuite, l'apport de la **constitution d'un historique des fraudes**, petites ou grandes, survenues dans l'entité elle-même. Au cours de sa durée de vie, toute entité a subi bien des fraudes, conséquentes ou mineures, dans la plupart des cas non identifiées car camouflées derrière des pertes non expliquées. Bien les connaître présente un grand intérêt pour l'entreprise. L'expérience le démontre, dans la même situation et dans le même secteur économique les manipulations frauduleuses se répètent systématiquement à l'identique si les supports ne changent pas. Cet historique permet de maîtriser les fraudes simples, donc de réagir très vite à la présence d'indicateurs et de disposer d'une méthodologie qu'il suffira d'adapter à l'évolution des situations. Le traitement en sera d'autant accéléré.

- L'apport procédant d'une **veille en sources ouvertes**. Elle est d'autant plus efficace que les fraudeurs chassent en meute. D'expérience, on sait que, lorsqu'un cas de fraude est identifié dans une entité, il existe plus de 80 % de chances pour que ce montage soit présent dans d'autres entités. Chacune des alertes doit permettre de se poser la question : est-ce que cela peut nous arriver ?

- **L'incidence des modifications structurelles**. Certains secteurs étant soumis à des mutations fortes (fusions, absorptions, mise en commun de services) il convient alors d'analyser l'incidence de ces dernières au regard

de la fraude ou de la mauvaise gestion. Ceci étant particulièrement pertinent dans le domaine de la cohérence entre les logiciels (voir article publié dans le numéro 198 de la revue Audit Interne).

Une fois ces travaux réalisés, la cartographie peut être déclinée en liste ce qui facilite la prise de connaissance et une compréhension plus aisée des atypismes. Pour notre part nous avons établi une liste de fraudes sociales² déclinée, de manière très subjective, en une quarantaine de points de manière à pointer les montages les plus répétitifs.

Le dernier travail consiste à « traduire » les informations collationnées ci-dessus en traitement informatisé. Ainsi il est possible de récapituler quelques points :

- Recherche de doublons : des noms, des adresses, des numéros de téléphone, des factures, des fournisseurs, des clients, des salariés présents sur plusieurs sites.
- Cette recherche est large et peut être réalisée à la fois pour identifier des atypismes, les failles dans les processus dans la gestion journalière de l'activité comme celles pouvant être présentes et relevant de différentes problématiques.
- Les références fausses, non servies ou incomplètes.
- Les modifications de relevés d'identité bancaire.
- Les autorisations d'accès, les analyses sur la durée, toute durée d'autorisation d'accès qui excède un seuil adapté au secteur d'activité, doit être examinée pour s'assurer de sa normalité.
- Les chèques payés excédant le montant établi (on peut analyser les montants ou le fractionnement des paiements).
- L'importance des régularisations ou le nombre d'opérations diverses.
- L'utilisation des comptes d'attente et de régularisation qui donne une bonne opinion de la qualité du contrôle interne de l'entreprise.

Installation des requêtes à partir des fichiers pertinents

Les fraudes utilisent nécessairement le système d'information. Certaines sont installées dans le support infor-

maté, d'autres s'immiscent dans les failles du système d'information³. Le dispositif de contrôle interne ne permet pas de déceler ce genre de fraude car c'est son dysfonctionnement même qui l'a permis. Des outils et des procédures de détection sont donc indispensables. Dans le monde social où des centaines, voire des milliers d'agences, traitent des milliards de transactions, la découverte de la fraude sans un outil informatique est quasiment impossible. L'analyse de données par interrogation de fichiers offre ainsi de larges possibilités. Les données informatiques des fichiers sont traitées par interrogation de fichiers, par tris sélectifs⁴, ou, après extraction, sur le propre support informatique de l'auditeur, à partir des fichiers utiles issus des données comparables ou en amont à partir des fichiers transaction. Encore une fois en matière de fraudes, il faut savoir ce que l'on cherche, où on va le chercher et quels moyens seront utilisés !

Nous présentons ici quelques exemples de recherches simples qui peuvent être d'une grande utilité, de plus cela permet d'effectuer ces travaux de manière routinière (cf. tableau ci-après).

* *
*

Pour conclure, ces questionnements, qui peuvent être déclinés à l'infini en fonction de la nature de la recherche et des nécessités du service, peuvent apporter des réponses pertinentes au responsable

avisé qui poserait la question incontournable dans la situation critique que nous connaissons : la fraude est-elle présente dans ma structure ?

Ils font apparaître de manière systématique et exhaustive les failles ou les indicateurs de risque qui sont présents. Cela n'implique pas qu'une fraude existe chaque fois qu'un drapeau rouge est présent, mais qu'une analyse approfondie complémentaire est nécessaire sur ces points.

Objectif	Requête	Bases analysées
Identifier les anomalies dans le fichier des assujettis : pas d'adresse, pas de numéro de téléphone, pas de numéro de cotisant.	Effectuer un filtre sur les champs vides.	Fichiers des assujettis.
S'assurer que plusieurs demandes ou dossiers (inscriptions multiples) n'ont pas été ouverts.	Effectuer un test d'existence de doublons sur certains identifiants des assujettis ou bénéficiaires.	Fichiers des assujettis, des bénéficiaires.
Identifier les bénéficiaires inactifs « réactivés » ou les comptes clos avec des pertes ainsi que les droits qui sont ré-ouverts.	Effectuer un historique âgé par date d'entrée des informations dans le système.	Fichiers des bénéficiaires.
Identifier les paiements effectués plusieurs fois...	Réaliser une recherche d'existence de doublons sur le montant, le code ou le numéro bénéficiaire.	Fichiers des bénéficiaires.
S'assurer que seul le personnel habilité effectue des inscriptions et des modifications dans les fichiers.	Extraire du fichier du personnel les personnes habilitées, puis effectuer une jointure sur le nom de l'employé.	Fichiers des habilitations / fichier du personnel. (nécessite d'aviser la CNIL)
S'assurer que des paiements ne créditent pas le compte d'un employé.	Effectuer une jointure sur les premiers caractères de l'adresse bancaires entre les deux fichiers.	Fichiers des habilitations / fichier du personnel. (nécessite d'aviser la CNIL)
S'assurer que les attestations d'employeur donnant lieu à des validations gratuites sont authentiques.	Extraire les sociétés ou les personnes qui présentent des données atypiques (changement de RIB régulier, âge suspect – ex. 110 ans...).	Fichiers assujettis et celui des bénéficiaires.
S'assurer que les dossiers des bénéficiaires ne sont pas modifiés ou mis à jour de manière anormale (à définir pour chacune des entités).	Trier les sociétés ou les personnes qui présentent des données atypiques (changement de RIB régulier, durée de vie suspecte – ex. 110 ans...).	Fichiers des bénéficiaires (adhérents, clients, etc.).
S'assurer que les comptes bancaires destinataires des cotisations appartiennent bien à des allocataires clients.	Extraire les doublons pour identifier les différents clients avec le même compte bancaire ou le même client avec différents comptes bancaires.	Fichiers des allocataires.

C'est alors que l'on peut s'entourer de spécialistes car apporter la preuve d'une fraude constitue un autre défi.

Par ailleurs, cette pratique consistant à traquer les traces de risques à partir d'une cartographie pré-établie est un procédé parfaitement utilisable comme support d'une analyse de processus... Cette dernière, la plupart des fraudes prenant naissance dans des failles présentes dans les processus, dans la séparation insuffisante des fonctions ou dans un fonctionnement mal maîtrisé du contrôle interne, fait alors coup double.

Ce type d'identification des atypismes est particulièrement utile dans les entités distinguant les services d'audit et les inspections. Les informations tirées de ces analyses constituent une base d'échange remarquable entre le groupe fraude et les auditeurs, chacun d'entre eux tirant son miel des constatations effectuées par l'autre groupe. ■

¹ Les organismes de régulation précisent les obligations en matière de fraude comme de blanchiment. Le blanchiment n'étant jamais qu'une analyse « fraude » en flux inversé.

² Cette liste provient de la récapitulation de fraudes déjà traitées et d'une évaluation des opportunités ; il est fort probable que chacune des entités présentes sur ce secteur dispose d'un document similaire, ne serait-ce que par la confection d'un historique des fraudes constatées.

³ Le degré de sécurité d'un système d'information est celui de son point le plus fragile.

⁴ Un tri effectué un changement dans l'ordre des données, il ne sélectionne pas, ne cumule pas, ne rapproche pas les données, ne détecte pas les doublons sans exigence complémentaire. Il facilite la lecture et la compréhension des données.



Technology for Business Assurance

Objectifs de l'équipe d'audit pour 2010

- Mieux gérer le contenu d'audit
- Utiliser la technologie pour identifier les risques
- Mettre en œuvre l'audit continu
- Faire le suivi des exceptions

Objectifs coriaces. Nous pouvons vous aider.

Notre nouvelle plateforme d'assurance d'affaires offre bien plus que des analyses. Avec ACL AuditExchange 2, votre équipe peut dorénavant gérer tous vos documents de travail et le contenu analytique dans un répertoire central sécurisé, accessible par les membres de l'équipe autorisés, n'importe où et n'importe quand.

Nous avons rendu les analyses bien plus faciles à utiliser, afin que plus de personnes les utilisent et cela plus souvent. Les membres de l'équipe peuvent désormais programmer des analyses sur demande, de manière répétitive, même continuellement, afin de mieux identifier les risques émergents. Et avec notre nouvelle capacité de gestion d'exceptions, vous serez en mesure de distribuer, de suivre et d'intensifier les exceptions dans toute l'entreprise – **améliorant la valeur de ce que vous apportez.**

» Allez sur acl.com/AX2demo pour voir comment ACL AuditExchange va vous aider à faire 100% de vos audits. Mieux.

SE LIBÉRER DU DOUTE

ACL | AuditExchange[®]
the business assurance platform